



Juin 2016

[Abonnez-vous](#) au bulletin bimensuel, [lire en ligne](#) ou [téléchargez une version PDF](#)



Le rejet du TiSA, l'accord sur le commerce des services, gagne actuellement du terrain à travers le monde.

[L'Internationale des services publics a publié un rapport](#) sur les dangers que présente cet accord pour le plan d'action contre le changement climatique adopté fin 2015 à la COP 21, la conférence sur le climat. Le rapport *TiSA et action climatique : La démocratie par l'énergie évincée* indique que « Les discussions autour du TiSA définissent chacune et toutes les activités liées à l'énergie, de l'extraction à la distribution, sous le nom de '**services liés à l'énergie**', y compris la fourniture de **services publics**. Ces services devraient donc s'étendre à la politique énergétique et climatique **réglementée par le commerce international et qui donne priorité aux investissements privés et au développement de l'export aux dépens de tout autre intérêt public.** » UNI Global Union a également publié [un appel urgent aux gouvernements pour un débat démocratique sur le TiSA](#).

Le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-Moon, s'est exprimé à l'occasion de la [Journée des Nations Unies pour la fonction publique](#), le 23 juin: « Je saisis cette occasion pour remercier tous les fonctionnaires des efforts qu'ils déploient au quotidien pour faire œuvre utile et j'invite les jeunes du monde entier à contribuer à la construction d'un futur digne pour tous en se consacrant à la noble cause qu'est le service public. »

L'Internationale des Services Publics, la fédération syndicale internationale qui représente les travailleurs/euses des services publics, salue ce message positif, tout particulièrement à l'heure où les services publics se trouvent menacés aux quatre coins du monde.

Rosa Pavanelli, la Secrétaire générale de l'ISP, a déclaré : « J'espère que cela signifie que l'ONU s'apprête à changer son fusil d'épaule, pour se concentrer désormais sur les investissements publics et non plus sur le capital privé, afin d'apporter son concours à la réalisation des Objectifs de développement durable. Les coupes budgétaires et la dépendance aux capitaux privés se sont révélées inefficaces. Les multinationales accumulent des fonds dans des paradis fiscaux à l'étranger, au lieu de les réinvestir. Nous devons veiller à ce que les multinationales s'acquittent de leur juste part de l'impôt et à ce que les gouvernements utilisent ces revenus afin de stimuler la croissance du secteur public, [en investissant dans des services publics universels et de qualité](#). L'accès universel à ces services publics constitue un prérequis pour une économie saine et une société juste et équitable. »

Pearson projette de privatiser l'éducation dans le monde entier. « L'entreprise voit bien plus loin. La société d'investissement GSV Advisors a récemment évalué les dépenses mondiales annuelles pour l'éducation à 5500 milliards USD, en notant une croissance rapide. Ce chiffre est pratiquement égal à celui de l'industrie mondiale de la santé, à ceci près qu'il n'y a pas encore de Big Pharma dans le secteur de l'éducation. La majeure partie de cet argent circule au sein des bureaucraties gouvernementales. [Pearson voudrait devenir le premier grand conglomérat de l'éducation, le plus grand pourvoyeur de tests, de logiciels, de matériels, et maintenant d'écoles, standardisés et privés.](#) »

Afrique & Pays arabes

Ghana : Le *Public Utility Workers Union* (Syndicat des travailleurs des services publics de distribution, PUWU) et le *Public Services Workers Union* (Syndicat des travailleurs des services publics, PSWU), ont [appelé le gouvernement à mettre un terme au processus de privatisation de la compagnie nationale d'électricité, Electricity Company of Ghana](#) (ECG). Ils mettent en garde contre la hausse astronomique des tarifs qui se produirait si une société étrangère à but lucratif rachetait l'ECG. « M. Richard Amperbeng, le Secrétaire général du PSWU et M. Ato Bondzi-Quaye, le Secrétaire général du PUWU, se sont exprimés à tour de rôle pour expliquer les conséquences de la privatisation de l'ECG **aux représentants des groupes de la société civile** (OSC), notamment *Third World Network* (TWN), *Africa Centre for Energy Policy* (ACEP), ISODEC, NETRIGHT, *Abantu for Development*, ECG, et WACAM, pour n'en citer que quelques-uns. » Une [analyse récente réalisée par le PSIRU](#), l'unité de recherche internationale sur les services publics, révèle l'influence du gouvernement américain et de son organisme d'aide à l'étranger *Millennium Challenge Corporation* dans les projets de privatisation de l'énergie.

Nigeria : La confédération syndicale *Nigerian Labour Congress*, l'organisation de la société civile *Joint Action Front* et le syndicat universitaire *Academic Staff Union of Universities* **protestent contre ce qui représente à leurs yeux une privatisation des écoles dans l'État d'Oyo**. Le gouvernement avait lancé un appel à manifestation d'intérêt pour [« les partenariats public-privé et la propriété des établissements scolaires](#) en vue de développer le capital humain en renforçant l'enseignement de qualité dans l'État d'Oyo. » Cette demande concerne notamment la gestion des établissements scolaires. D'après le Secrétaire du groupe *Oyo Progressive Assembly*, Agboola Afees, « il ne s'agit pas d'une question de différences politiques, mais de la nécessité de protéger les pauvres, dont l'accès à l'éducation [sera encore plus limité si l'on confie les écoles à des entreprises privées.](#) »

Nigeria : Selon les médias, « les dix centrales au gaz construites par la société Niger Delta Power Holding Company (NDPHC) dans le cadre des projets nationaux de l'énergie *National Integrated Power Projects* (NIPP) [risquent d'être vendues par petits bouts](#) » pour réussir le « **sauvetage de la privatisation quelque peu désordonnée des centrales.** »

Afrique du Sud : Face aux dépenses consacrées à la sécurité privée, qu'il estime « scandaleuses », le **syndicat sud-africain des employés municipaux, South African Municipal Workers Union (SAMWU)**, souhaite l'**internalisation des services municipaux de sécurité** à eThekweni. D'après Simon Mathe, le Secrétaire général du SAMWU, « les municipalités auront toujours besoin de services de sécurité pour protéger les biens municipaux, c'est pourquoi [il n'est pas nécessaire d'externaliser ce service](#). Les municipalités devraient embaucher directement du personnel chargé de ce service de manière permanente. L'externalisation de ce type de services, et d'autres services municipaux, conduit à une situation où les travailleurs sont sans cesse exploités par des sous-traitants, qui ne s'intéressent pas à la qualité du service mais à ce qui entre dans leurs poches. »

Ouganda : Le syndicat des infirmières et sages-femmes *Uganda Nurses and Midwives Union (UNMU)* déplore « **de mauvaises conditions de travail, des salaires trop faibles et une charge de travail considérable**. » Masereka Zakayo, la Secrétaire nationale de l'UNMU pour l'éducation, la recherche et l'éthique, « appelle le gouvernement et d'autres instances internationales à [venir en aide aux travailleurs de la santé](#), en particulier aux infirmières et aux sages-femmes qui sont les premières sur le terrain à prévenir et à traiter les maladies, en veillant à ce qu'elles disposent de l'équipement de protection nécessaire et en leur garantissant un salaire suffisant et un logement. »

Asie-Pacifique

Australie : Les efforts du gouvernement de l'État de Victoria [pour réparer les dégâts causés aux services publics par les réductions massives de personnel et par l'externalisation](#) se heurtent à la résistance des conservateurs. « Le gouvernement travailliste d'Andrews recrute des policiers, des enseignants et des infirmières pour assurer à tous les habitants de l'État de Victoria les services dont ils ont besoin et qu'ils méritent, » a annoncé le Trésorier Tim Pallas lors d'une déclaration. Karen Batt, la Secrétaire du syndicat de la fonction publique du Victoria **Community and Public Sector Union**, ajoute : « Le précédent gouvernement a simplement remplacé les travailleurs qu'il a supprimés par des milliers de prestataires extérieurs par l'intermédiaire d'agences de recrutement. Non seulement ce programme a coûté aux habitants de Victoria 300 millions de dollars en paiements occasionnés par les réductions d'emploi, (mais) l'ancien gouvernement a ensuite dépensé 600 millions de dollars pour embaucher du personnel de remplacement. À mesure que le personnel expérimenté était renvoyé, les services déclinaient fortement. Le présent gouvernement pense que l'emploi direct et le renforcement des capacités en interne amélioreront la prestation des services et, ce qui est tout aussi important, la prise de décisions. »

Australie : La décision du gouvernement de Turnbull **de confier le contrôle des données médicales de millions d'Australiens à une société privée à but lucratif** suscite la critique de la députée Catherine King, la porte-parole de l'opposition pour la santé. « L'ensemble du processus s'est déroulé à l'insu du public australien, et n'a pas été enregistré sur AusTender [le système d'appel d'offres du gouvernement australien]. Le gouvernement de Turnbull doit être clair sur [le type d'entreprises qui géreront nos données personnelles. S'agira-t-il d'assureurs de santé privés ? De grandes banques ?](#) » L'inquiétude grandit aussi du côté du secteur public : quelqu'un a déclaré au journal *The Age*, « Une fois que vous avez autorisé une entreprise privée à gérer des données, vous l'autorisez aussi à décider de qui a le droit de consulter ces données. C'est très simple. **Il est impossible au gouvernement d'empêcher cela**. De plus en plus d'informations de différentes catégories seront ajoutées à chaque nouveau contrat, [jusqu'à ce que toutes les données médicales soient sous le contrôle du secteur privé. Une privatisation furtive, en quelque sorte.](#) »

Australie : L'Institut australien pour la gouvernance a publié un nouveau [guide à l'intention des directeurs des entités du secteur public](#), pour définir **la différence des postes de direction entre le secteur public et le secteur privé**. Le guide indique que « les responsabilités mentionnées dans la législation du gouvernement ou prescrites par le ministre concerné présentent un défi pour les particuliers du secteur privé qui cherchent à être nommés dans les conseils d'administration du secteur public sans prendre en considération le changement significatif de paradigme en termes d'indépendance. »

Australie : Doug Cameron, le porte-parole de l'opposition pour les services des ressources humaines, précise que « le gouvernement de coalition a l'**intention d'externaliser 'plus de 1400 employés' dans les centres Medicare** de l'ensemble du pays, **dans le cadre d'un objectif plus général de privatiser l'organisation.** » [*Cairns Post*, 2 juin 2016]

Japon : [Osaka Ishin, un parti favorable à la privatisation, est confronté à une « crise existentielle.](#) » Un an après le référendum dans lequel les électeurs d'Osaka ont rejeté la proposition politique la plus fondamentale du parti Osaka Ishin no Kai, le parti met le cap sur le sud. Depuis le référendum, le parti n'a pas séduit d'électeurs en dehors de la préfecture et s'est révélé incapable de combler le vide laissé par son fondateur charismatique parti à la retraite. Il se prépare pour les élections de la chambre haute en juillet, et pour les élections de la chambre basse qui pourraient avoir lieu en même temps, alors qu'il est au plus bas dans les sondages d'opinion. Son message repose sur un « ensemble de politiques destinées à réduire les coûts, à **privatiser les services publics, à limiter le pouvoir des syndicats du secteur public** et à acquérir plus d'indépendance localement vis-à-vis de Tokyo. »

Nouvelle-Zélande : [Un groupe de travail sur l'équité salariale](#), créé suite à une décision historique de la Cour d'appel, va faire connaître ses recommandations, qui pourraient entraîner une hausse des coûts pour l'industrie. Le groupe de travail fut la « réponse du gouvernement à une décision de la Cour d'appel dans le cas qui opposait **Kristine Bartlett, une employée du secteur des soins aux personnes âgées, soutenue par le syndicat Service and Food Workers Union, à la chaîne de maisons de retraite Terranova Homes and Care.** » Erin Polaczuk, la Secrétaire nationale du syndicat de la fonction publique PSA, déclare : « Quelle que soit l'issue des discussions du groupe de travail conjoint, les entreprises devraient appliquer l'équité salariale. »

Inter-Amériques

Amérique latine et Caraïbes : « L'éducation privatisée » est une série d'entretiens sur le problème de la [privatisation de l'éducation en Amérique latine et aux Caraïbes](#). Par le biais d'entretiens avec des chercheurs, le but est d'attirer l'attention sur la privatisation croissante de l'enseignement dans la région, et de réfléchir à son incidence sur l'exercice du droit humain à l'éducation.

Amérique latine et Caraïbes : Les associations d'entreprises d'Amérique latine et des Caraïbes [se positionnent actuellement en faveur de la privatisation de l'éducation](#). Parmi les exemples les plus récents, citons la Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture du Panama, qui propose l'instauration d'écoles privées pour permettre à l'État de réaliser des économies ; la Chambre nationale de commerce et de services de l'Uruguay a publié un article mentionnant que la législation qui autoriserait l'existence d'établissements privés, mais gratuits, marquerait le début d'une nécessaire « révolution de l'éducation. »

Argentine : Dans un récent [éditorial](#) publié dans le journal *Clarín*, les économistes Nicholas Ajzenman et Eduardo Levy Yeyati expliquent qu'une éducation au contenu rigide et dépassé creuse un peu plus le fossé qui sépare l'offre et la demande de qualifications en Argentine. Ils suggèrent qu'il est nécessaire de mettre en place des structures dynamiques pour accompagner les avancées en matière de connaissances et de qualifications et ainsi favoriser l'adaptation des travailleurs aux demandes du marché. En réaction à cet article, Maximiliano Estigarribia, membre de la [Campagne argentine pour le droit à l'éducation \(CADE\)](#), a mis en contraste la vision d'une éducation axée sur les demandes du marché avec le [concept de l'éducation en tant que droit humain](#), qu'il défend.

Brésil : La société civile et les mouvements étudiants [résistent à la privatisation et à la militarisation de l'éducation au Brésil](#). L'objectif déclaré par les autorités est de réduire les infrastructures face aux inscriptions en baisse et en préparation pour la municipalisation de l'enseignement élémentaire. Ces mesures, prises sans débat public, se traduisent par des classes surchargées et un affaiblissement du système public, et ouvrent la voie à la mise en place de centres d'éducation pour la petite enfance et d'établissements d'enseignement technique et technologique sur le modèle de partenariats public-privé.

Brésil : Maria Silvia Bastos Marques, la nouvelle directrice de la banque nationale de développement BNDES, annonce que la banque « [vendra des fonds propres et aura recours aux concessions et aux privatisations,](#) » et qu'elle-même « **superviser personnellement les privatisations de l'institution et les partenariats public-privé** jusqu'à ce qu'elle ait sélectionné un directeur pour le faire. Elle ajoute qu'elle serait 'ravie et très satisfaite' de voir l'État de Rio de Janeiro demander le soutien de la BNDES pour l'aider à privatiser ses services d'eau et d'assainissement. »

Canada : Dans un référendum organisé par l'organisation de santé *Ontario Health Coalition*, [99% des habitants de l'Ontario sont hostiles](#) aux mesures du gouvernement de la province consistant à réduire ou à privatiser les services

dispensés par les hôpitaux dans leurs localités. « Le syndicat de la fonction publique *Ontario Public Service Employees Union* (OPSEU), qui représente avec fierté de nombreux employés hospitaliers exerçant des métiers très diversifiés, a mobilisé ses membres afin de les inciter à se porter volontaires pour la campagne précédant le référendum. **Sara Labelle, la Présidente de la division des professionnels hospitaliers de l'OPSEU**, affirme que les personnels des hôpitaux veulent continuer de dispenser les services de santé essentiels dont les citoyens ont besoin et sur lesquels ils peuvent compter. » **Le Président de l'OPSEU, Warren (Smokey) Thomas**, précise qu'il existe « un écart énorme entre ce que les gens veulent et ce que fait le gouvernement. Ces libéraux n'écoutent pas la population. Ils écoutent les profiteurs qui veulent mettre la main sur davantage d'argent public. C'est pourquoi ils réduisent à tel point les financements des hôpitaux, privatisent les services publics et versent des milliards à de riches entreprises sous la forme d'importantes réductions d'impôts, année après année. »

Canada : Dans une [enquête](#) réalisée par le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP/CUPE) en Ontario, **une proportion écrasante de 86% d'habitants se sont opposés aux tentatives de privatisation de Cassellholme**, la seule maison de retraite publique et municipale pour neuf communes de Nipissing-est. [Fred Hahn, le Président du SCFP/CUPE en Ontario](#), affirme que les conseillers qui siègent au conseil d'administration de Cassellholme devraient « prêter attention à ce que la communauté veut. Les municipalités veulent continuer d'administrer l'établissement dans un cadre public et continuer d'avoir leur mot à dire dans sa gouvernance. Les habitants comprennent intrinsèquement ce que certains maires et conseillers semblent avoir oublié, c'est-à-dire que les services municipaux tels que les soins de longue durée revêtent une grande importance, et que les citoyens sont fiers de les soutenir. »

Équateur : Le 6 juin, l'Équateur et Dubaï [ont signé le premier contrat de partenariat public-privé](#) pour la construction, la maintenance et l'exploitation du port de Posorja (Équateur). L'entreprise de Dubaï, DP World, prendra en charge le processus, un investissement de 1200 millions USD qui devrait permettre de créer 2000 emplois.

Mexique : Trois dirigeants du secteur social [ont été emprisonnés](#) parce qu'ils s'opposaient à la réforme du réseau d'eau de Coyotepec, qui s'apparente selon eux à une privatisation. Un habitant a déclaré : « La population de Coyotepec s'occupe de la gestion de l'eau de manière autonome depuis des décennies, mais avec la proximité de la ville de Huehuetoca, **l'eau est aujourd'hui un bien naturel assiégé par les sociétés et les industries immobilières** qui ont besoin d'eau pour développer leur activité. » La coopérative d'eau locale créée par la communauté [a accumulé des dettes auprès de la compagnie nationale d'électricité](#).

États-Unis : [Le « modèle Uber » s'est invité dans la gestion privée de la collecte municipale des ordures](#). La société Rubicon « met en rapport les transporteurs de déchets locaux indépendants avec les clients multinationaux, et les laisse planifier la collecte des ordures à la demande par l'intermédiaire d'une technologie brevetée. L'aspect le plus important est peut-être que Rubicon exploite la conscience sociale des entreprises qui se soucient de ce que deviennent leurs déchets. »

États-Unis : En dépit d'une récente victoire des militants de l'Oregon, [la bataille pour l'eau potable publique ne fait que commencer](#). « Nestlé veut, littéralement, s'emparer de l'eau potable publique, la mettre en bouteilles et la revendre au public. »

États-Unis : [Le conseil scolaire de Chicago envisage de privatiser les services d'ingénierie dans 50 établissements scolaires](#). « William Iacullo, le Président de la section syndicale 143 du syndicat international d'ingénieurs *International Union of Operating Engineers*, **a demandé aux membres du conseil pourquoi ils avaient l'intention de donner à SodexoMAGIC et à Aramark le privilège de participer à un vaste programme pilote**, alors que le district est en passe de conclure un important contrat pour les mêmes services. (...) Pour Iacullo, ce n'est pas une bonne idée de privatiser les activités des ingénieurs avec ce contrat de gestion intégrée des infrastructures. 'Ce qui me préoccupe, c'est la réduction des services, **parce qu'aucune entreprise ne peut gagner de l'argent sur le dos du conseil scolaire sans réduire les services**, signale-t-il. »

Europe

Belgique/Pays-Bas : [Les négociations sur la fusion entre les services postaux belges et néerlandais échouent](#). Le service postal belge, Bpost, dont l'État belge est propriétaire à 51%, a tenté de racheter la poste néerlandaise, PostNL, qui a été

privatisée en 1989. « Les analystes expliquent qu'un rapprochement entre les deux entreprises serait logique d'un point de vue stratégique, mais que la participation du gouvernement belge a peut-être fait obstacle pour parvenir à un accord. »

France : Les employés du Laboratoire de Touraine ont manifesté devant le conseil départemental pour dénoncer **la mise en vente de l'établissement et sa possible privatisation**, perçues comme une « [attaque en règle contre le service public](#) », et pour rappeler la nécessité de garantir l'indépendance des analyses réalisées dans les domaines de la qualité de l'eau, de la sécurité alimentaire ou de la santé animale.

Suède : À l'issue d'un débat houleux, le **conseil de Nybro a rejeté la privatisation de l'assistance personnelle**. Kaj Raving, un militant anti-privatisation, annonce qu'il s'agit « [d'une décision qui concerne tous les membres du personnel, les patients et leurs proches](#). Maintenant, ils peuvent avoir l'esprit tranquille. »

Royaume-Uni : **L'argent que le système de santé britannique, le NHS, verse aux sociétés de transports en ambulance a triplé en quatre ans**. « Les syndicats disent que l'argent ne devrait pas sortir du NHS et demandent de meilleurs salaires pour attirer le personnel. [Alan Lofthouse, responsable des ambulanciers pour Unison, affirme: « C'est une privatisation larvée, quelque chose qui nous préoccupe énormément](#). À court terme, certes, les gens ont besoin d'une ambulance. Mais à long terme, ils ne peuvent plus faire partie d'un système financé à 100% à cause des bénéfices engrangés par les entreprises privées. »

Royaume-Uni : [Mark Serwotka, le Secrétaire général du Public and Commercial Services Union](#), le syndicat des services publics et commerciaux, déclare : « **Nous avons une occasion unique de briser le consensus politique relatif aux réductions et à la privatisation**. C'est une situation nouvelle pour nous, d'avoir des alliés si proches au premier plan du Parti travailliste, et nous devons réétudier nos campagnes politiques. »

Royaume-Uni : Aditya Chakraborty estime que « **l'austérité ne se résume pas aux réductions, loin de là. Elle consiste à privatiser tout ce que nous possédons**. » Il écrit dans *The Guardian* que « dans le meilleur des cas, la privatisation entraîne une amélioration à court terme, mais une perte à long terme. Le public vend un de ses meilleurs biens pour permettre au ministre des Finances, George Osborne, d'obtenir des liquidités immédiatement. Dans un rapport publié très récemment, le groupe militant britannique *We Own It* calcule que, si Osborne met en vente le cadastre, les services de transports aériens (National Air Traffic Services), Channel 4 et les services de cartographie de l'État (Ordnance Survey) [le public pourra dire au revoir au contrôle qu'il exerce sur plus de 7,7 milliards GBP de dividendes et de bénéfices au cours des 50 années à venir](#). Certes, nous empochons quelques milliards maintenant, mais nous perdons beaucoup plus sur le long terme. Il a fallu de nombreuses décennies, parfois des siècles, d'administration et d'investissement public pour mettre en place ces services. »

[L'Internationale des services publics \(ISP\)](#) est une fédération syndicale internationale représentant 20 millions de femmes et d'hommes qui travaillent dans les services publics de 150 pays à travers le monde. L'ISP défend les droits humains et la justice sociale et promeut l'accès universel à des services publics de qualité. L'ISP travaille avec les Nations Unies et en partenariat avec des organisations syndicales et de la société civile et d'autres organisations.